Global Water Partnership Central Africa

GWP@20 YEARS OF IMPACT 1996 – 2016

Central African Republic Water Partnership

LETTRE D'INVITATION

Objet: Demande de Consultation Individuelle.

Monsieur/Madame,

Nous avons le plaisir de vous informer que le Partenariat National de l'Eau de la République Centrafricaine (PNE-RCA) a obtenu un appui du Global Water Partnership pour l'Afrique Centrale (GWP-CAf) à travers le Programme régional Eau, Climat et Développement pour l'Afrique Centrale (WACDEP-AC) pour financer une étude sur l'impact du changement climatique en matière d'approvisionnement en eau potable dans la ville de Bangui et ses environs.

Le PNE-RCA se propose d'utiliser une partie de ce financement pour effectuer le paiement au titre de recrutement d'un consultant individuel.

Le PNE-RCA invite les consultants nationaux ci-dessous visés à soumettre leur proposition technique (lettre de motivation, méthodologie et CV) et une offre financière couvrant la période de trois (3) mois. La proposition financière est limitée aux honoraires mensuels de l'Expert.

Les dossiers peuvent parvenir à l'adresse indiquée ci-après: s_gueb@yahoo.fr avec copie à jv.kome@gwpcaf.org au plus tard le 26 juin 2016 à 23 h 00 local heure de Bangui.

Il s'agit de :

1. ZANGA Ambroise, Ingénieur forestier ;
2. YADILA Guy Constant, Ingénieur du Génie rural ;
3. NGAYE-YANKOISSET Privat Patrick, Ingénieur du Génie rural ;

4. OUSMAN MALI MALI Olivier Serge, Géographe et Expert en environnement ;

5. GAHORO Blandine Déali, Environnementaliste ;

6. BASSALA Honoré, Chimiste et environnementaliste.

Dans l'attente de votre proposition,

Veuillez agréer, Monsieur/Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

Fait à Bangui, le 20 JUIN 2016

LE PRESIDENT DU PNE-RCA

Sylvain GUEBANDA

Pièce jointe:
- **TDR**

Central African Republic Water Partnership

TERMES DE REFERENCE

DE L'ETUDE SUR L'IMPACT DU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN MATIERE D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE DANS LA VILLE DE BANGUI ET SES ENVIRONS

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

1.1. Contexte

La République Centrafricaine est un pays enclavé et fragile situé au cœur de l'Afrique. Elle couvre une superficie totale de 623.000 Km^2 et est limité à l'Est par le Soudan du Nord et le Soudan du Sud, à l'Ouest par le Cameroun, au Nord par le Tchad et au Sud par le Congo et la République Démocratique du Congo. Le territoire centrafricain reçoit en moyenne 1.420 mm de pluie par an. La disposition des isohyètes est quasi zonale et montre le schéma classique de diminution des hauteurs pluviométriques à mesure que l'on s'éloigne de l'équateur. L'insuffisance de données météorologiques ne permet pas de dégager une véritable tendance nationale du climat. Cependant, les prévisions pour la sous-région Afrique Centrale, appliquées à la RCA sont favorables à la hausse des pluies de l'ordre de 3% à 15% et de température de 0,1 à 0,30C par décennie.

Classées parmi les Pays les Moins Avancés (PMA) avec un PIB de 450 dollars US par habitant (2014), la RCA est l'un des pays les plus pauvres au monde. De plus, sa densité de population fait partie des moins élevées d'Afrique (environ 8.5 hab/km2).

Depuis 1993 à ce jour, le pays connait une période de crise socio-politico-militaire. La situation sociopolitique a toujours été très trouble avec de nombreux coups d'état, mutineries, rebellions, actions des coupeurs de route, grèves dans les administrations publiques, etc. qui n'ont pas permis à ce pays de profiter de ses richesses aujourd'hui peu ou mal exploitées. Compte tenu de la crise, le taux de croissance du pays a été négatif en 2013 (-36%) et il est difficile pour le Gouvernement de subvenir à des services sociaux de base tels que l'approvisionnement en eau potable et le système de santé.

Le secteur de l'eau en Centrafrique vit une situation paradoxale. En dépit d'un fort potentiel en ressources hydriques, l'accès à l'eau potable est faible aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. Le taux d'accès en eau potable dans la Capitale Bangui n'est que de 28% et se situe parmi le plus faible du monde. Depuis

quelques décennies, la difficulté d'accès à l'eau de boisson s'accroit pendant la saison sèche. Cet état de fait amène la population de Bangui et ses environs a se déplacé dans tout le sens avec des bidons à la recherche des points d'eau fonctionnels.

Pour inverser cette tendance, le Gouvernement a mené plusieurs réformes depuis 2003 à travers l'adoption de son document de Politique et Stratégies Nationales en matière d'Eau et d'Assainissement (PSNEA) et la promulgation de la loi n°006.001 du 12 avril 2006 portant Code de l'Eau, tous accès sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE). Nous notons également l'élaboration du Plan d'Actions National d'Adaptation aux changements climatiques (PANA).

Par ailleurs le secteur souffre sérieusement d'un déficit de financements : les ressources allouées par l'Etat sont faibles par rapport au besoin d'investissement du secteur. Les investissements du secteur sont majoritairement financés par les bailleurs de fonds sous forme de subvention. Ces financements sont toutefois non pérennes et insuffisants face aux besoins énormes du secteur.

1.2. Justification

Les changements climatiques vont impacter la RCA à différents niveaux: i) modifications du niveau et de la répartition des précipitations ; ii) hausse des températures ; iii) modification des disponibilités en eaux dans les cours d'eau et dans les nappes phréatiques ; et iv) augmentation de la fréquence de catastrophes naturelles climatiques (sécheresses, épisodes de fortes précipitations et inondations). L'analyse de la situation a fait ressortir les constats suivants : (i) les initiatives d'adaptation dans le secteur de l'eau actuellement en cours ne sont qu'à leurs débuts et ne permettent pas encore de mesurer les impacts, ni les cohérences; (ii) les capacités, relations, politiques et pratiques institutionnelles en matière d'évaluation et de gestion des risques liés au changement climatique ne sont pas suffisamment développées pour créer un environnement porteur où des leaders politiques et sociaux appuient la formulation et l'application de solutions résilientes et efficaces à un problème à répercussions multisectorielles complexes; (iii) le pays manque encore de savoir-faire technique et d'aptitude à la gestion pour soutenir les initiatives d'adaptation en cours afin de surmonter ou faire face à la gestion des ressources en eau dans un contexte où les conditions climatiques qui s'aggravent.

Ces constats constituent indéniablement des insuffisances en capacité à tous les niveaux et mettent en évidence le fait que l'insuffisance des capacités est et reste le principal handicap auquel le pays doit en priorité faire face pour répondre aux risques encourus en prenant en considération et en intégrant les risques liés aux climats dans la planification du secteur de l'approvisionnement en eau. C'est une condition essentielle pour promouvoir la gestion durable des infrastructures qui seront mises en place dans la ville de Bangui et ses environs afin d'éradiquer le phénomène cyclique et récurrent de pénurie d'eau pendant la période de saison sèche. Ce phénomène amène la population de Bangui et ses environs à se déplacer dans tout le sens avec des bidons à la recherche des points d'eau fonctionnels en parcourant de jour comme de nuit des kilomètres à la

recherche d'eau potable. Certaine frange de la population se lève très tôt le matin (à 3 heures) bravant d'ainsi le risque sécuritaire et exposant leur vie pour l'eau.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme régional Eau, Climat et Développement en Afrique Centrale (WACDEP-AC) notamment les activités relatives au renforcement des capacités au niveau régional, le PNE-RCA se propose de recruter un Consultant national pour réaliser une étude sur les impacts du changement climatique en matière d'approvisionnement en eau potable dans la ville de Bangui et ses environs.

Cette proposition permettra tant que faire ce peu à la République Centrafricaine en général et à la ville de Bangui en particulier de trouver des solutions de résilience au changement climatique en matière d'approvisionnement en eau potable.

2. ETUDES ENVISAGEES

2.1. Objectifs

2.1.1. Objectif global

Contribuer à l'adaptation aux changements climatiques en matière d'approvisionnement en eau potable en proposant des solutions résilientes et innovantes afin de satisfaire les besoins vitaux de la population dans l'optique d'un développement socio économique harmonieux et d'une réduction de la pauvreté.

2.1.2. Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques sont:

1) Faire un diagnostic des effets du changement climatique sur les ressources en eau en général et en matière d'approvisionnement en eau potable en particulier dans la ville de Bangui et ses environs ;
2) Elaborer les stratégies appropriées de résilience au changement climatique à moyens et à long terme dans le domaine d'AEP dans la ville de Bangui ;
3) Identifier les actions de la résilience au changement climatique à prendre en compte dans le Programme d'investissement d'AEP de la ville de Bangui et inclure les coûts additionnels ;
4) Préparer un document de programme sur la résilience climatique dans la ville de Bangui, et définir les modalités de mise en œuvre dudit programme à travers (i) un plan de mise en œuvre incluant le cadre institutionnel et les ressources humaines requises, (ii) un dispositif de suivi et d'évaluation et (iii) un budget détaillé dudit programme avec proposition de la stratégie de mobilisation des ressources financières appropriées.

2.2. Résultats attendus

Les principaux résultats attendus sont :

1) Une synthèse documentaire des études et des recherches antérieures en matière du changement climatique et des ressources en eau est élaborée et disponible ;
2) Un rapport d'état des lieux faisant ressortir les impacts du changement climatique sur les ressources en eau en général et en matière d'AEP dans la ville de Bangui et ses environs est élaboré ;
3) les stratégies de résilience au changement climatique dans le domaine d'AEP dans la ville de Bangui sont élaborés ;
4) Un programme d'investissement d'AEP tenant compte des actions de la résilience au changement c climatique avec un plan de financement approprié est disponible ;
5) le document de programme incluant le cadre logique, le budget détailler, le cadre institutionnel et les ressources humaines requises est élaboré ;
6) le système de S&E du secteur de l'eau est développé.

2.3. Méthodologie générale

2.3.1. Déroulement de la mission

Les études se dérouleront sur une période de trois (3) mois et seront exécutées selon les trois phases présentées ci-dessous.

- Phase 1 : La réalisation du diagnostic devra aboutir à la synthèse documentaire, à l'état des lieux faisant ressortir les effets du changement climatique sur les ressources en eau et les problèmes prioritaires ;
- Phase 2 : Elle comprend trois volets : (i) la définition des stratégies de résilience, (ii) l'élaboration du Programme d'investissement, et (iii) les modalités de mise en œuvre ;
- Phase 3 : Elle concerne la validation de l'ensemble des documents par l'ensemble des acteurs lors d'un Atelier national.

2.3.2. Exécution de la mission

La mission sera réalisée par un Consultant individuel avéré recruté par le PNE-RCA en collaboration avec le Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique. A cet effet, le Consultant un Spécialiste en eau ou en environnement ayant une bonne connaissance en matière de résilience au changement climatique. En outre, il est attendu que le Consultant propose une approche méthodologique claire et concise faisant ressortir les principes de base, les grandes lignes et les résultats attendus.

La mission devant se faire avec un maximum de concertation avec les principaux acteurs, le Consultant aura comme interlocuteur principal le Président du Partenariat National de l'Eau de la République Centrafricaine, qui le dirigera vers les autres administrations, institutions, personnes ressources.

3. Mandat du Consultant

Le consultant exécutera les tâches non limitatives suivantes :

- *Pour la réalisation du diagnostic*

a) Participer à une réunion de cadrage qui sera organisée par le PNE-RCA en collaboration avec le Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique ;
b) Réaliser une revue documentaire et rencontrer les services, institutions, organisations et personnes ressources ciblés ;
c) Collecter les données et informations pertinentes sur les différents aspects des effets du changement climatique sur les ressources en eau ;
d) Analyser la situation en comparaison avec les données et informations existantes tant au niveau africain que international ;
e) Elaborer le document définitif de l'état des lieux.

- *Pour l'élaboration des stratégies de résilience et du programme d'investissement*

a) Sur la base des résultats validés lors du diagnostic, soumettre une proposition de structure du Plan d'action et une esquisse des actions ;
b) définir les stratégies de résilience au changement climatique en matière d'AEP;
c) élaborer une version provisoire du Programme d'investissement et d'un plan de financement.

- *Pour la validation des rapports*
  a) présenter les différents rapports aux acteurs pour la validation ;
  b) Prendre en compte les observations et recommandations pour la finalisation des rapports ;
  c) Elaborer les documents définitifs.

4. DUREE ET COUT DU PROJET

4.1. Durée et calendrier

La durée totale de la mission est de trois (3) mois et se déroulera selon le calendrier indicatif suivant:

Activités et Rapports	Echéance
Collecte des données et informations	M0+1
Elaboration des différents Rapports d'études	M0+2

Préparation et organisation de l'Atelier de validation	M0+2.5
Elaboration des Rapports définitifs	M0+3

Le Consultant notera que le respect de ce calendrier est impératif. Les délais de prise en compte par le Consultant des observations et commentaires sont réputés inclus dans ce planning. La date limite pour la soumission du rapport définitif est le 30 Septembre 2016.

5. PROFIL DU CONSULTANT

- Etre un Ingénieur ou Spécialiste dans le domaine de l'eau ou de l'environnement ;
- Avoir une connaissance approfondies en matière des résiliences aux changements climatiques ;
- Avoir au moins cinq (5) ans d'expérience dans le domaine de l'eau ou de l'environnement ;
- Ayant gérer un projet de résilience au changement climatique en matière d'AEP.
- Des connaissances sur le réseau du GWP seront un atout.

6. EXPRESSION D'INTÉRÊT

Les experts intéresser par ce mission devrait soumettre leur proposition technique (lettre de motivation, méthodologie et plan de travail, et Curriculum Vitae) et une proposition financière via l'adresse email jv.kome@gwpcaf.org avec copie à s_gueb@yahoo.fr au plus tard Dimanche le 26 Avril 2016 à 23h00 heure local à Bangui. Seules les personnes retenues seront contactés. La proposition financière est limitée aux honoraires mensuels des experts. Les couts liés aux participations dans les ateliers (validé d'accord partie) sont prise en charge par le PNE RCA suivant ses règles et procédures.

L'évaluation sera basée sur le rapport qualité / prix avec pondération de 80% pour proposition technique et 20% pour proposition financier.